

## Pour une relance par des emplois verts

Au risque de se répéter, les Verts sont convaincus qu'il est urgent de considérer que la lutte contre le réchauffement climatique peut être synonyme de créations massives d'emplois répondant à un double enjeu : la dégradation de l'environnement et la lutte contre la pauvreté en développant les activités utiles et le travail « décent ».

Selon un rapport publié le 24 septembre par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (voir le site PNUE), les mesures de lutte contre les changements climatiques pourraient créer des millions de nouveaux emplois verts dans les années à venir dans les pays industrialisés et ceux en développement. Ce rapport intitulé « Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone » a été publié en collaboration par le Bureau international du travail (BIT), la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Les énergies renouvelables par exemple, qui représentent 2 % de la production mondiale d'énergie, génèrent davantage d'emplois que les énergies fossiles aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Selon des projections, des investissements de 630 milliards de dollars d'ici 2030 dans ce secteur se traduiront par au moins 20 millions d'emplois supplémentaires. Près de 2,3 millions de personnes ont trouvé un

nouvel emploi dans les énergies renouvelables au cours des dernières années. Plus de deux millions de personnes devraient être employés d'ici 2030 dans l'éolien et 6,3 millions dans le solaire. En Chine par exemple, 600 000 personnes possèdent déjà un emploi dans des produits de fabrication et d'installation d'énergie solaire tels que les chauffe-eau solaires.

WWF a engagé une étude sur les opportunités d'emplois qui découleraient des objectifs de la politique européenne de réduction de 30 % des gaz à effet de serre d'ici à 2020.

L'effet net sur l'emploi serait extrêmement positif puisque 684 000 emplois nets pourraient être créés en France. 316 000 postes verraient le jour dans le secteur des énergies renouvelables et 564 000 en faveur de l'efficacité énergétique. En revanche, les filières énergétiques « classiques » et automobiles perdraient respectivement 138 000 et 107 000 emplois.

Face aux listes interminables d'entreprises en crise, de licenciements, de chômage technique, voilà qui pourrait constituer un levier de sortie de crise à condition qu'il y ait une détermination politique pour accompagner la transition, notamment en matière de formation.

**Contact :** [mousseau@mairie-saintnazaire.fr](mailto:mousseau@mairie-saintnazaire.fr)